L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX No. 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

VENDREDI MATIN, 10 DÉCEMBRE.

SYMPTÔMES PEU PACIFIQUES. — Nous trouvons dans une correspondance du *Times* les renseignements suivants sur la réorganisation du matériel de l'armée prussienne:

"On se souvient qu'à 400 millions pris sur l'indemnité de 5 milliard3 ont été réservés pour le rétablissement du matériel de guerre endommagé dans la campagne. On avait à pourvoir à l'organisation de 363 batteris d'artillerie et de 166 dépôts de munitions. C'est à quoi on a organisé 196 batteries et 118 dépôts de munitions. On a commandé à l'usine Krupp 348 canons de campagne de 4 et 1800 canons d'un gros calibre, 3338 affûts, 2630 fourgons, 2945 voitures pour contenir les munitions nécessaires à la colonne d'artillerie. 4356 voitures pour 36 batteries, 77,313 coffres à projectiles, 86,347 b 1tes à cartouches.

"Les munitions nécessaires pour 278 batteries de campagne pour la réserve du parc de munitions sont estimées à 25,000 bombes Shrapnell, 50 millions de balles pour les remplir, 458,072 cartouches, 344,088 grenades, 2,300,310 kilog. de poudre, et 884,130 mètres de mèche.

"Tout cecI a été fabriqué pendant la présente année, 40 canons de 12 centimètres de diamètre ont été fondus; 40 canons courts de 15 centimètres avec leurs affûts pour pièces de siége, et 137 canons en acier de 10 centimètres, et 725 canons de bronze de 12 à 15 centimètres ont été transformés."

LES CARPET-BAGGERS A MARSEILLE.— Le *Citoyen* relève un fait assez curieux relativement aux trente-six conseillers municipaux qui viennent d'être élus au conseil municipal de Marseille. Sur ce chiffre, dix conseillers seulement sont de Marseille; tous les autres, et ils sont vingt-six, sont complétement étrangers au département.

Le *Petit Marseillais* maintient contre le démenti du *Sémaphore*, que M. Thiers, parlant à M. Lamicié, à la gare de Marseille, s'est écrié en apprenant le résultat des élections municipales: "Mais ce sera la 1e complet rouge pas qu'ils tiennent la république!"

Une lettre de M. Alexis Estrangin confirme ce que dit le *Petit Marseillais*.

"M. Thiers, dit M. Estrangin, s'étant avancé vers les personnes qui se trouvaient au fond du salon qui avait été réservé, s'adressa, après quelques mots de conversation relatifs à notre voyage, au groupe dans lequel j'avais l'honneur de me trouver et demanda si la ville était tranquille. Nous lui répondîmes tous affirmativement au nom de notre opinion: Oui, malgré les élections municipales d'hier qui ont été bien mauvaises. Ce fut alors que M. Thiers exprima ses regrets sur les résultats de ce scrutin du jour, tout en ajoutant qu'il ne fallait pas s'en alarmer outre mesure et en exprimant l'espoir qu'il en serait autrement le jour où la forme de gouvernement serait définitivement établie. Il blâma ensuite la conduite de nos radicaux et terminait en disant: "Mais ce qu'ils ne comprennent guère, c'est que qu'ils tuent la république." Le récit publié par le *Petit Marseillais* est donc parfaitement exact; c'est à tort seulement qu'il y est dit que M. Joubet, battit immédiatement en retraite. M. Bonnet qui se trouvait près de M. Thiers, y est resté jusqu'à la fin de la conversation."

UNE ENTREVUE AVEC M. THIERS. - Un rapporteur de la *France* raconte ainsi une entrevue avec M. Thiers:

M. Thiers était revêtu d'un pardessus croisé dont le collet était relevé; il avait la tête recouverte d'une kalotte qu'il ôte avec une grande politesse lorsqu'on entre dans son cabinet. Sa santé est bonne, bien qu'il use plaisir de oranges d'estomac et que la parole n'ait pas la sonorité jadis qu'on lui connut. Mais cette sorte d'extinction de voix, due sans doute aux rigueurs actuelles de la température, disparaît aussitôt que M. Thiers parle politique. "Lorsqu'il prononce le nom de M. le maréchal-président ou celui de M. le duc de Broglie, ses yeux s'allument et pétillent derrière ses lunettes, sa bouche sourit avec malice et son accent devient net et juvénile.

Pour engager la conversation, j'ai d'abord parlé à M. Thiers de son récent voyage en Italie et de la portée politique diverse que lui ont donnée les journaux des différents partis.

J'ai ajouté que, selon les uns, il avait été très bien accueilli, mais que, selon d'autres, l'hospitalité italienne avait peut-être laissé à désirer.

"Je ne sais ce que disent les journaux, m'a-t-il répondu, car je ne les lis jamais, mais ce que je sais, c'est que les Italiens m'ont parfaitement bien accueilli. Les Italiens sont bons amis et nous devons ces vieilles leçons. L'unité italienne est faite, mais accomplie; c'est un fait dont il faut tenir compte. Il y a eu du temps où l'on pouvait n'être pas très disposé à accepter cette unité italienne, car, à une époque, c'était pour bien des gens l'unité allemande; mais aujourd'hui l'unité italienne existe, il faut la reconnaître, il faut nous conserver l'affection des Italiens, qui nous a montré tant que nous ne fernons pas de cléricalisme.

"Voilà ce que je pense et ce que je répéterai à tous ceux qui m'ont interrogé, et je dois ajouter que mon opinion sur les conséquences du cléricalisme en France a été fort approfondie. Je n'ai donc pas besoin de vous redire que partout j'ai été bien reçu; chacun saluant en moi l'homme qui ne contrariait pas les idées nationales du peuple dont j'étais l'hôte."

Il me tardait d'interroger M. Thiers sur la politique intérieure. Certaines parties de cette conversation ne sauraient, sans altération, être répétées. Je puis dire seulement que, selon M. Thiers, au moment de la rentrée, il va falloir que le maréchal obtienne la monarchie, et la République, — "Il y a, m'a-t-il dit, des gens qui veulent la monarchie, d'autres qui accepteraient encore le bonapartisme; mais le pays n'est ni monarchiste ni bonapartiste, il est républicain. Tout le prouve et je vous pour le maréchal de graves difficultés, s'il hésite entre la République et la Monarchie."

D'après la fin de cette conversation, le parti républicain ne prendrait pas, dès la rentrée de la Chambre, l'attitude active qu'on lui suppose; il attendrait les événements.

Quant à M. Thiers, il ne m'a pas paru disposé à vouloir intervenir personnellement dans les débats parlementaires, pour le moment du moins; ce ne serait guère que dans le commencement de l'année prochaine, qu'il prononcerait son premier discours de la nouvelle session.

LA PERSPECTIVE EN ESPAGNE. — On lit dans la *Patrie*:

De grands événements se préparent en Espagne; on croit généralement que la prochaine campagne va être décisive, dans un sens comme dans l'autre. Des deux côtés, d'ailleurs, on est absolument à bout de ressources; quant aux alphonsistes, ils sont pleins d'espérances, et on cite même le mot suivant adressé par le prince des Asturies à l'un de ses plus chauds partisans, qui, au moment de se mettre en route pour Madrid, lui faisait ses offres de service:

"Je vous remercie fort; dites à mes amis de Madrid que j'irai prochainement faire moi-même mes commissions auprès d'eux."

UN FRA DIAVOLO ESPAGNOL.—Il y a six mois environ, le gouvernement espagnol envoyait en Algérie plusieurs agents de la sureté afin de rechercher un chef de brigands que l'on poursuivait depuis vingt ans environ sans pouvoir le capturer.

Le bilan des crimes qui aurait été commis par lui est assez élevé, et peut se chiffrer par une quarantaine de victimes.

Le dernier exploit de ce bandit remonte au mois de juillet dernier. Il avait accosté sur la route d'Almeria à Malaga, le frère du secrétaire du gouvernement de cette dernière province. Celui-ci conduisait à Almeria un convoi de mulets portant une somme de un million de réaux.

Ce malheureux avait pris les devants et s'était arrêté dans une *posada*, lorsque Diégo Paz, qui est d'une adresse surprenante à la carabine, lui tira deux coups de feu qui le traversèrent de part en part et le jetèrent à bas de son cheval.

Diégo Paz le visite et, furieux de ne pas trouver le million de réaux, il labourra son corps de plus de trente-cinq coups de poignard.

Malgré ses horribles blessures, la victime survécut deux heures et put indiquer le nom de son meurtrier avant de rendre le dernier soupir.

Le frère de la victime ayant juré de ramener Diégo Paz mort ou vivant, prit à sa solde deux vagabonds et se fit accompagner par deux gendarmes que le gouvernement de Madrid mit également à sa disposition avec des pièces régulières les accréditant auprès de tout fonctionnaire français.

La présence de Diégo Paz fut signalée à Lourmel (Algérie), puis à Oran, d'où il fila sur Tlemcen, à l'approche des agents espagnols, ensuite il se réfugia à Lamoricière, petit village situé dans la tribu des Ouled-Mimoun, environ à trois heures de Tlemcen.

C'est là que le découvrit le frère de la victime escorté de quatre agents espagnols arabes.

Diégo Paz était logé depuis la veille seulement chez un de ses compatriotes qu'il ne voyant que la nuit.

A sept heures du soir, la maison fut cernée, et les agents, tenant à la main leur fusil, sont à leurs chevaux, firent irruption dans la maison.

Le brigand était à table en train de dîner. Une lutte violente s'engagea; mais, aveuglé par les menaces, embarrassé dans ses mouvements, il fut terrassé, non sans avoir blessé plusieurs des agents.

Le frère de la victime le tenait à la gorge pendant qu'on s'efforçait de le garrotter.

Le lendemain il fut ramené à Tlemcen.

La bande du capitaine Diégo se composait de onze brigands. Huit ont été capturés en Espagne; deux sont encore dans l'Algérie, où on les recherche activement.

Le capitaine Diégo Paz paraît âgé de soixante-deux ans. Il était d'une belle adresse au fusil, qu'il ne chassait jamais qu'avec des balles.

Le frère de la victime avait entrepris exprès le voyage de Californie en Europe, et il avait successivement parcouru la Tunisie, la province de Constantine et le Maroc, avant de découvrir la retraite du bandit.

Diégo Paz va être embarqué pour l'Espagne et livré à la justice de son pays.

Taxes des Licences Municipales pour 1875.

Nous répondons, pour l'information de nos lecteurs, le projet d'ordonnance sur les licences à payer pour l'année 1875:

Banques, $1000; banques ne recevant pas de dépôts, $200 par tête d'associé; prêteurs sur gages, par tête $750; vente ou achat d'espèces ou valeurs, par tête $500; courtiers en argent, valeurs ou assurances, $100; compagnie ou agence d'assurance contre l'incendie, $500; do. maritime, $500; do. de rivière, $500, les compagnies mixtes devant payer pour chaque branche; compagnie ou agence d'assurance sur la vie, $300; inspecteurs d'assurance, $25; compagnie ou entreprise de transport, $100; imprimeries, $25; graveurs, lithographes, $10; journaux quotidiens, $50 par associé; théâtres, &c., $250; troupes nomades, $10 par jour pour 10 jours et $5 par jour additionnel; musées, $200; joueurs d'instruments, $5; machines électriques, $10; propriétaires de courses, $500; cockpits, $250; hôtels $150 par associé; poissons privés ou l'on vend des liqueurs fermentées ou spiritueuses $100 par associé; logements garnis, $25 par associé; jeux adroit mal famé ouvert au public et où l'on vend des liquides, $250. de légumes $5.

Maison de commerce en gros $100 par associé; maison de commerce de détail, $25 par associé; épiceries en gros ou en détail où seront vendues des liqueurs à la bouteille $100; restaurant, $100, le tout par tête d'associé.

Stalls ou place aux corraux, fair grounds, pour quelque chose, lorsque $5 par jour sans débit de liqueurs, $2 50; stalle avec débit pour débit de café, thé, chocolat, aliments cuits, friteries ou la rapure sur la levée, pour fruits, etc., $10.

Piano à louer, $150 par associé; coton en gros, $100; égrenage de coton, $100; hangars à sucre, $500, le tout par associé.

Stalls pour débits de tabac et cigares, $10; prêteur au plombier, $15; marchands-tailleurs, $10; tailleurs, $10; matelassiers, $10, le tout par associé.

Coiffeurs ou des liqueurs sont vendues à la bouteille, $50, au verre $100, débits de glace, soda, café, thé, gateaux, $10, aussi par associé.

Agence et courtage de navires, $100, maisons d'esclaves, $100, hôpitaux particuliers, $50, par associé.

Receveurs de marins, coureurs d'hôtels et de tavernes, $25, fabricants de voiles, $10, charretiers ou constructeurs de navires, calfats, tonneliers, fabricants de pompes et d'agrès, $10, chacun.

Ile des pilotes, $15, agence de journaux, d'annonces, de cartes ou de publications, $10, agents de billets ou de fret de chemins de fer, $50, par associé.

Loterie ou compagnie, $2,500.; toute agence de loterie, à payer sur le principal ou l'agent, $750.

Courtage de produits marchandises et de propriétés, $50, chaque; peseurs ou mesureurs, $10; metteurs en bouteilles de liquides, $50, chacun.

Cochers de louage $10, cocher de voiture à louer, ne stationnant pas sur la voie publique, à un cheval $5 00, à deux chevaux ou plus $10; cocher de voitures à louer stationnant sur la voie publique, à un cheval $10, à deux chevaux ou plus $20.

Tout propriétaire ou cocher d'omnibus ou voiture à passager $20, le propriétaire ou conducteur de tout char employé pour transporter les passagers sur un chemin de fer urbain $10.

Ecurie $50.

L'ordonnance répète les anciennes prescriptions sur la tenue, le numérotage et l'éclairage des voitures. La section 70 est ainsi conçue:

Sec. 70. Toutes les licences imposées par cette ordonnance sont pour l'année finissant le 31 décembre 1875. L'émission de licences de six mois, à partir de juillet 1875, est autorisée.

Les licences ne sont pas transférables. L'ordonnance répète les anciennes prescriptions relatives au non paiement des licences, aux pénalités, à la non responsabilité de la ville. Nous regrettons que le Conseil n'ait pas eu le temps de refaire toute cette partie de l'ordonnance qui renferme beaucoup de choses erronées sur les droits respectifs des citoyens et des autorités municipales, mais nous espérons que la Législature en finira avec le système des licences et que celles de 1875 seront les dernières que les contribuables auront à payer.

Message du maire Leeds.

Messieurs du Conseil de ville:

Choisis par nos concitoyens pour administrer les affaires de cette ville, nous en prenons le contrôle dans des circonstances on ne peut plus embarrassantes. Cette communauté, autrefois si prospère, a, par des années de mauvais gouvernement et d'oppression, été amenée sur l'abîme de la banqueroute. La propriété foncière est presque sans valeur réalisable, le commerce décline, les intérêts manufacturiers et industriels sont paralysés et toutes les classes succombent sous le poids de la dette publique.

L'intérêt de la dette publique et les dépenses courantes pour le soutien du gouvernement sont plus que le peuple ne peut payer, et la taxation équivaut maintenant à la confiscation actuelle de la propriété des citoyens. L'espérance du public attend de nous un soulagement immédiat, et la détresse de la population exige la réduction des fardeaux publics. Il faut que la taxation soit abaissée au plus bas taux possible pour ramener notre ancienne prospérité et sauver la ville de la ruine qui la menace. Je sais que, sous l'empire des lois existantes, qui ont enlevé en grande partie au Conseil le contrôle des affaires de la ville, il sera difficile, sinon impossible, d'opérer une réduction des taxes suffisante pour donner au public le soulagement dont il a besoin.

Ce sera notre devoir de nous adresser à la Législature pour l'adoption de la législation que demande la nature de la situation. La taxe du parc doit être abolie; la taxe d'école doit être supprimée ou l'administration des écoles publiques rendues à la ville, avec le contrôle des dépenses; la police doit être placée entre les mains du gouvernement de la ville, et les dépenses d'impression, de drainage et de cour doivent être réglées par le Conseil. En fait, toutes les lois imposant des dépenses d'argent à la ville sans le consentement de ses administrateurs doivent être rappelées.

Comptant que la Législature qui doit bientôt se réunir nous accordera l'aide demandée, je conseille, en attendant, de ne lever sur nos constituants aucune taxe injuste ou inopportune.

L'intérêt de la dette publique est maintenant si lourd qu'une taxe suffisante pour y faire face ainsi qu'aux dépenses courantes du gouvernement de la ville même et celles-ci étaient réduites au plus bas chiffre possible) jointe à la taxe actuelle d'Etat, ne peut être collectée sans ruine pour les citoyens et sans la destruction qui s'en suivrait de la prospérité de la ville; attendu que ces taxes, dans mon opinion, dépasseront le montant du revenu au net de la propriété imposée. Si on lève une taxe qui dépasse le revenu des citoyens, il faut qu'une partie du capital soit prise pour couvrir le déficit. Ceci diminuerait la production et ferait décroître la valeur de la propriété. Le capital, toujours timide, sera retiré pour être placé ailleurs et la population sera éloignée jusqu'à ce qu'il ne reste aux propriétaires et aux créanciers publics espagnols que des magasins et des entrepôts vides et des résidences désertes.

Il est évident qu'au point où nous sommes arrivés sur le chemin de la ruine, il est également de l'intérêt du citoyen et du créancier public d'aviser à quelque mode équitable d'alléger les fardeaux publics. Je recommande vivement de sujet à votre attention.

Tandis que nous sommes ainsi torcés par la détresse de notre population de demander un soulagement aux créanciers publics, il convient que nous inaugurions un système de stricte économie dans chaque département. Tout emploi inutile devra être aboli, les salaires devront être réduits au point le plus bas que la permettra l'efficacité du service et tous les achats faits aux taux les plus bas possibles.

Dans ce but, je conseille la réorganisation de tous les départements de façon à réduire les dépenses. Tous les travaux qui ne sont pas d'une nécessité immédiate doivent être entièrement discontinués ou suspendus jusqu'à ce que la ville soit en état de les payer. Afin, néanmoins, d'opérer une réduction sensible dans les salaires ou dans le coût des achats pour la ville, un retours au paiement en argent sera nécessaire, et nous devrons diriger tous nos efforts vers ce résultat.

En ce qui regarde la collection des taxes arriérées, je conseille une sage discrétion. Tandis qu'il peut y avoir beaucoup de contribuables qui sont à même de payer ces taxes, il y en a un bien plus grand nombre qui ne les ont pas payées parce qu'ils étaient dans l'impossibilité de le faire. Si la taxation avait été juste et équitable, si le taux avait été modéré sur un assessement loyal, un prompt paiement devrait être demandé à tout risque; mais la taxe, comme on le sait bien, est si excessive qu'elle équivaut, dans beaucoup de cas, à une confiscation absolue, et il n'est que juste d'accorder l'indulgence que l'intérêt public justifiera lorsqu'il y aura impuissance à payer.

L'assessement des propriétés doit être fait sur la valeur réelle au comptant au moment de l'assessement. La mesure de la valeur doit être le prix pour lequel une propriété peut être vendue et non ce qu'elle peut avoir coûté. Il faut avoir soin d'assesser toutes les propriétés à la même valeur relative aussi approximativement que possible. Il ne devrait y avoir qu'un seul bureau d'assesseurs pour la ville et l'Etat. On évitera par là de grandes dépenses et on obtiendra plus d'uniformité. Une loi sera nécessaire pour atteindre ce résultat.

En ce qui concerne les licenses, je conseillerai l'abandon de cette taxe sur toutes les professions d'une nature utile aussitôt que, dans votre opinion, les exigences publiques permettront un changement dans le système de revenu actuellement existant.

Je soumets à votre considération le point de savoir s'il ne serait pas de l'intérêt de la ville de louer ou de vendre les quais et les Waterworks (avec les restrictions convenables), en limitant les redevances de quai et d'eau et en pourvoyant à l'extension de l'approvisionnement d'eau aux portions de la ville non encore pourvues.

Il y a actuellement six recorders et leurs cours, ce qui entraîne une forte dépense. Ce nombre pourrait sans détriment pour l'intérêt public, être réduit à deux ou trois cours, et la législation nécessaire à cet effet devrait être demandée.

Deux sortes de fonctions vous sont imposées par la charte de la ville — des fonctions administratives et des fonctions législatives. Il y a une tendance à laisser absorber les secondes par les premières, de façon à rendre, dans la pratique, chaque administrateur, dans son département, indépendant du contrôle de ses collègues. Il faut éviter cela. Chacun doit se regarder, à un certain point, comme responsable de l'administration convenable des affaires de tous les départements, et le conseil, comme corps doit décider de toutes les affaires importantes, surtout des dépenses, comme ses devoirs administratifs étaient remplis par ceux qui ne sont pas membres du Conseil. Tous les sujets d'administration doivent être débattus en séance publique du Conseil et on doit éviter les réunions secrètes en comité général. Nos constituants ont le droit de connaître les raisons qui ont déterminé leurs représentants dans leur législation.

J'appelle votre attention sur une vente qui doit être faite dans quelques jours et qui disposera du droit de la ville à la batture en arrière du fleuve à venir. Il sera bon de vérifier immédiatement quels sont les droits de la ville dans cette affaire, attendu qu'une mesure immédiate sera nécessaire si vous jugez convenable de préserver ce droit.

Comptant pleinement sur le bon vouloir et sur l'appui cordial de nos constituants, entrons dans l'accomplissement de notre tâche avec la résolution de surmonter les difficultés de la situation, en reconnaissant le fait que bien que nous puissions être lors d'état d'apporter le soulagement attendu à nos contribuables surchargés, beaucoup peut être fait pour alléger leur condition par une administration honnête, énergique et économique de la ville.

En terminant, messieurs, je vous demanderai votre bienveillante assistance dans la position difficile à laquelle j'ai été appelé par le choix de mes concitoyens.

C. J. LEEDS, Maire,

Nlle Orléans, 30 novembre 1874.

L'Union Française,

BUREAUX, RUE ST-LOUIS, No. 9.

Le public est informé que l'Union Française tient à sa disposition des cultivateurs artisans et ouvriers, en ville, des livres sont ouverts pour recevoir les demandes des travailleurs et celles des personnes désirant les employer. Un cours d'anglais gratuit a lieu sous la société les Lundi, Mercredi, Vendredi soir à 7 heures.

11juin—1an — Président, L. BERTON.

Consultations tous les jours,

Rue Bread, près St-Philippe.

AYANT abandonné ma journalisme, j'ai repris l'exercice de ma profession. Les personnes désirant mes services peuvent me trouver à mon bureau, passage d'une petite pharmacie pour mes clients. J'ajoute plusieurs années de pratique spéciales, dues à nos recherches, au cas de la syphilis, maladie que j'ai rendue presque bénigne, et certaines maladies que l'on ne guérit généralement qu'en compromettant la santé future, souvent toute la vie.

NOTA: Je n'emploie jamais de minéraux dans mon traitement intérieur. Après, juge, après une longue expérience, que ces minéraux n'étaient pas nécessaires, ne doivent pas être — rationnellement — introduits dans le système. Les consultations sont gratuites pour les personnes pauvres.

2nov—1y — Dr. C. TESTUT.

Aux personnes qui souffrent de rhumatismes

Le grand nombre de personnes qui souffrent de cet affreux mal m'engage à offrir au public mon "ANTI RHEUMATIC MIXTURE" remède longe pour le rhumatisme — qui seul soulage instantanément et, le plus souvent, guérit.

J'ai guéri, depuis quinze ans, des milliers de personnes de ce douloureux mal, et la Nlle-Orléans, j'ai ce à l'emploi de ce remède merveilleux et, ce qu'il y a de surprenant, une seule bouteille a suffi pour obtenir le résultat. Le "MIXTURE" ne laisse aucune mauvaises effets, et après la première bouteille le malade n'a pas recouvré la santé, c'est qu'il n'a pas de rhumatismes. C'est la première fois que je fais part de ma découverte au public et, cependant, depuis quinze ans je n'ai eu que des succès. J'exigère que les malades qui feront de moi appel ne viendront guérir leurs maux à ceux des personnes qui ont obtenu leur guérison.

M. J. prétention a en ma possession des certificats de certificats de guérison que lui ont fournis des personnes qu'il a traitées, et qu'il montrera à quiconque le désirera.

A vendre par M. W. L. JURGIELEWICZ, Pharmacien au coin des rue Magazine et Valle, Nlle Orléans, Lou.

29nov—1an

MORRISON & WOODWARD

Fabricants, Agents et Négociants-Commissionnaires

SEULS agents pour la vente des célèbres médicaments de Magnire pour les familles; de l'Amer Candélarage pour le foie; du tonique à la Salsaparelle, au Sucre Plant, &c.; agents pour la vente du Silver Tipsies Supporter, du Dr. L. A. Hasbrouck.—Bureau dépôt, No 1 de la rue des Magasins, aux Canal. 1 avril—1an

AVIS.

LES personnes autres, que les déposants, ayant des réclamations contre la PENDEMAN'S SAVINGS & TRUST Co., ou contre aucune des succursales, sont priées de les adresser avec preuves à l'appui dans les deux semaines No 1407 avenue Pennsylvania, Washington, District de Columbia.

Pour les déposants, leur livres balancés par les officiers de la compagnie seront, sauf erreurs, preuves suffisantes pour établir le balance dus à chacun. Il est donc de leur intérêt de garantir les intérêts de leurs familles, aux enseignes de leur localité, leurs livres pour être balancés.

JOHN A. J. ORDEWEIN,
ROBERT FURVIN,
R. H. LEIPOLD,
Commissaires

6août—1an 3 1v. 73

BARNETT & CAMMACK,

COURTIERS,

19..... RUE CARONDELET 19

Achètent et vendent:

BONDS, ACTIONS, GAGES,

Valeurs de Ville et d'Etat.

Argent prêté sur garantie.

Taxes et Licences réglées promptement à un compte libéral.

Négociations d'hypothèques.

mh—1an

SPECTACLES, BALS, &c.

Théâtre de l'Opéra.

Samedi 19 décembre 1874, Matinée à midi,

LA FIGLIE DE Mme ANGOT,

Opéra en trois actes.

SAMEDI SOIR A 7 heures, *Séraphine*, grand opéra en 5actes de Verdi.

DIMANCHE, 20 — Les Dragons de Villars.

16déc—M

Théâtre du Vaudeville.

SALLE DE LA PREMIÈRE UNION, RUE DES REMPARTS.

Dimanche, 20 décembre 1874,

EN MANCHES DE CARMINES,

Vaudeville en 1 acte,

UN VILAIN MONSIEUR,

Vaudeville en 1 acte,

LA VIEILLESSE DE BRIDIDI,

Tendresse en 1 acte.

Intermèdes nouveaux.

Places réservées ..... 75c | Parquet 50c

Les bureaux de location sont ouverts de 11 heures du matin à 3 heures de l'après-midi.

Les portes seront ouvertes à 7 heures et demie précises.

16 déc—

Théâtre St.-Charles.

Semaine de

GRAND GALA.

La troupe jouera tous les soirs.

Brillantes représentations.

Pour les détails, voir les petites affiches.

Dimanche, 20 Décembre,

Le célèbre comédien, M. F. S. CHANFRAU, dans son grand drame de

KIT, THE ARKANSAS TRAVELLER.

16 déc—

Central Park.

CHAMBRE OBSCURE.

Ce merveilleux tableau est exposé au coin des rues Canal et Bassin.

Le "Frank Leslie" disait, le 26 juillet: l'une des merveilles de New-York et le "Central Park" et la merveille du Central Park est la Chambre Obscure. Il offre un spectacle étonnant.

On peut la voir de 8 heures du matin à 4 heures de l'après-midi.

1er déc—1m

SOIREE D'OUVERTURE

De la Salle Saint-Patrick,

UN GRAND CONCERT

Sera donné par les Demoiselles de la Nouvelle-Orléans, au bénéfice de

L'Asile des petits orphelins de St-Vincent, Au coin des rues Bas et St Ignatius.

MERCREDI soir, 23 DECEMBRE 1874,

A la nouvelle salle St. Patrick.

On s'est assuré les services des premiers artistes de la ville et le concert considéré comme la soirée musicale la plus brillante, comme moyen de recueillir de nombreuses donations de petits orphelins de l'Asile St. Vincent, fait époque dans les annales de la Nouvelle-Orléans. Le prix du billet est d'UNE PIASTRE.

Dames Patronnesses:

Mmes Lobois,	Mmes Stauffer,
" Montgomery,	" Fabian,
" Foster Elliott,	" Davis Urquhart,
" A. Hollenberger,	" Triton,
" Marshall,	" Denning,
" Isaacson,	" T. Simms,
" Henry,	" Penn,
" Victor Meyer,	" Peach,
" Wm. Harris,	" Reiss,
" Oliver,	" Sloan,
" Cenas,	" John Henderson,
" De Berthelot,	" Hon. Gilbs. Re.
" J. Seamen,	" W. S. Pike.

Mr. Collection. 13 déc—jus la date.

Grand Bal Paré et Travesti,

DONNÉ PAR LA

SOCIETE CULINAIRE,

A LA SALLE GRUNEWALD,

LE SAMEDI, 23 JANVIER 1874.

DIRECTEURS:

J. Maury,	A. Hausse	A. Jarry,
L. Regnier,	E. Gadiol	J. Dubuc,
	Antoine Alexandre,	N. Masse.

On trouvera des cartes pour messieurs et dames invitations pour messieurs et dames, au Bureau du Canal, et chez M. J. Bedlen, à l'encoignure des rues Toulouse et Bourbon.

Les propositions relatives pour louer des loges seront reçues chez M. Bedlen jusqu'au 1er janvier 1875.

Prix d'entrée $2,00

16 déc au 23 jv DMJ

Grand bal de pompiers paré et masqué,

Donné par la Compagnie

EAGLE Steam Engine Co. No 7

A LA SALLE GRUNEWALD

SAMEDI, 19 décembre 1874.

Comité d'arrangements:

A. Kalinski, J. Stoltzfus, T. McDaniel,
H. Hays, J. Popily, Wm. Weisborne,
J. J. Barker, Wm. Kleagler.

Prix d'entrée $2,00

Les billets d'invitations pour dames et cavaliers sont en vente à la porte, au dépôt de la compagnie ou chez les membres du comité.

13 déc—

AVIS D'ASSURANCE.

Bureau de l'Louisiana Equitable Life Insurance Co., No 6 rue Carondelet, 3 décembre 1874.

Le taux d'intérêt composite réalisé pendant l'année finissant le 31 décembre 1874 est de 8 pour cent.

Il est ordonné à l'unanimité, que les polices émises par cette compagnie, aux noms des personnes assurables, ne doivent pas être — rationnellement — introduites dans le système des contestations sont gratuites pour les personnes passives.

2nov—1y — Dr. C. TESTUT.

Aux personnes qui souffrent de rhumatismes

Le grand nombre de personnes qui souffrent de cet affreux mal m'engage à offrir au public mon "ANTI RHEUMATIC MIXTURE"—remède longe pour le rhumatisme—qui seul soulage instantanément et, le plus souvent, guérit.

J'ai guéri, depuis quinze ans, des milliers de personnes de ce douloureux mal, et la Nlle-Orléans, j'ai ce à l'emploi de ce remède merveilleux et, ce qu'il y a de surprenant, une seule bouteille a suffi pour obtenir le résultat. Le "MIXTURE" ne laisse aucune mauvaises effets, et après la première bouteille le malade n'a pas recouvré la santé, c'est qu'il n'a pas de rhumatismes. C'est la première fois que je fais part de ma découverte au public et, cependant, depuis quinze ans je n'ai eu que des succès. J'exigère que les malades qui feront de moi appel ne viendront guérir leurs maux à ceux des personnes qui ont obtenu leur guérison.

M. J. prétention a en ma possession des certificats de certificats de guérison que lui ont fournis des personnes qu'il a traitées, et qu'il montrera à quiconque le désirera.

A vendre par M. W. L. JURGIELEWICZ, Pharmacien au coin des rue Magazine et Valle, Nlle Orléans, Lou.

29nov—1an

MORRISON & WOODWARD

Fabricants, Agents et Négociants-Commissionnaires

SEULS agents pour la vente des célèbres médicaments de Magnire pour les familles; de l'Amer Candélarage pour le foie; du tonique à la Salsaparelle, au Sucre Plant, &c.; agents pour la vente du Silver Tipsies Supporter, du Dr. L. A. Hasbrouck.—Bureau dépôt, No 1 de la rue des Magasins, aux Canal. 1 avril—1an

AVIS.

LES personnes autres, que les déposants, ayant des réclamations contre la PENDEMAN'S SAVINGS & TRUST Co., ou contre aucune des succursales, sont priées de les adresser avec preuves à l'appui dans les deux semaines No 1407 avenue Pennsylvania, Washington, District de Columbia.

Pour les déposants, leur livres balancés par les officiers de la compagnie seront, sauf erreurs, preuves suffisantes pour établir le balance dus à chacun. Il est donc de leur intérêt de garantir les intérêts de leurs familles, aux enseignes de leur localité, leurs livres pour être balancés.

JOHN A. J. ORDEWEIN,
ROBERT FURVIN,
R. H. LEIPOLD,
Commissaires

6août—1an 3 1v. 73

BARNETT & CAMMACK,

COURTIERS,

19..... RUE CARONDELET 19

Achètent et vendent:

BONDS, ACTIONS, GAGES,

Valeurs de Ville et d'Etat.

Argent prêté sur garantie.

Taxes et Licences réglées promptement à un compte libéral.

Négociations d'hypothèques.

mh—1an

SPECTACLES, BALS, &c.

Académie de Musique de BIDWELL.

Pour la semaine commençant le 14 décembre.

Grand et double attrait

pour les jours de fêtes,

Matinée Mercredi et Samedi.

La troupe dramatique de l'Académie dans la parodie de

HAMLET.

Qui pour retour des places de 8 heures du matin à 8 heures du soir. 15 déc—

Théâtre des Variétés.

Directeur ..... JNO. R. OWEN.
THEO. HAMILTON ..... Commissaire

Jeudi Vendredi et Samedi ; et dans la Matinée de Samedi

Positivement la dernière apparition de

M. JOHN R. OWENS,

Qui semblera deux soirs encore dans le rôle de CALEB PLUMMER, LE VIEUX PORTEFAIX DE JOUETS, dans la pièce de Dickens,

DOT,

ou

CRICKET ON THE HEARTH.

M. Hamilton dans le rôle de John Perrybingle.
Mr. Rosedale, " " Tackleton.
Miss Laura Don " " Bertha.
Miss Clifton " " Dot.
Mme J. L. Hubert " " Mrs Fielding.
Miss A. Inco " " May.
Miss Boudinot " " Tilly Slowboy.

Lundi, 21 décembre,

Miss P. P. SOWERS,

Qui sera secondée par M. L. C. McClellan, et tout le personnel de la Troupe. 17 déc—f

Banque Nationale de l'Etat.

Etat à la clôture des affaires, le lundi, 30 Novembre 1874.

RESSOURCES.

Prêts et escomptes	$1,397,782 01
Surplus des Etats-Unis	61,000 00
Autres bons d'Etat	32,402 64
Maison de banque et autres propriétés	197,000 79
Meubles et installations	10,261 93
Dépenses courantes et taxes	20,176 06
Dû par des Banques et des Banquiers	305,516 01
Argent comptant, en mains	762,270 19
Monnaie d'or, en mains	39,982 60
Fonds de rédemption dans les mains du Trésorier des Etats Unis	2,500 00
	$3,281,491 21

PASSIF.

Fonds Capital	$ 500,000 00
Surplus de fonds	25,562 91
Circulation	350,000 00
Dividendes non payés	9,984 10
Dû aux Banques et aux Banquiers	154,272 46
Gains depuis le 1er juillet 1874	91,772 24
Dépôts	1,971,899 32
	$3,281,491 21

SAML H. KENNEDY,
CHAS L. C. DUPUY, Président.
Caissier.

Banque Nationale de l'Etat.

BRANCHE DE DEPÔT,

Angle des rues Royale et Conti.

LOUIS A. WILTZ, EUGÈNE TOURNE,
Directeur, Teneur de livres,
A. WAGATHA, Vr.,
Parqueur.

1 déc—30f

LIFE ASSOCIATION OF AMERICA

Bureau général, rue Carondelet, No.

Président	H. W. HOIGH.
Secrétaire	J. K. F ERCE
Greffier	EDWIN W MEYANT.

Actif le 1er janvier 1874 ..... $5,119,237.

Les taux en sont assez bas et sont équitables que ceux d'aucune autre compagnie.

Le PLAN DE DIVIDENDE A L'AVANCE emploie le contrat de police en donnant une augmentation d'assurance de vingt-cinq pour cent pendant les cinq premières années au lieu de toutes les autres manières d'appliquer le surplus pour le temps de temps.

Par le système d'ASSURANCE COMPLETE CONTRE LE me politique force assurance d'placement de prime, aussi longtemps que et valeur le premature, avec le droit de renouvellement dans les six premiers mois.

Le système d'assurance à terme, à taux modiques, répond aux besoins de beaucoup d'hommes mieux qu'aucune autre forme d'assurance.

Le système d'ORGANISATIONS DE DÉPARTEMENTS dans les Etats où la compagnie fait des opérations, ne prive pas ces sections de capitaux, mais assure le montant net des primes par mi ceux qui les paient.

La société se fait INTÉRÊT LOCAL partout où elle est établie, non-seulement par le placement des primes, mais encore par les Directeurs de département choisis parmi les notables de la communauté, et par les porteurs de polices eux-mêmes. Ces derniers ont ainsi l'assurance de transactions honorables avec la Compagnie et de plus l'avantage d'un contrôle local sur la charte.

DÉPARTEMENT DE LA LOUISIANE.

Bureaux No 189 de la rue Gravier, Nlle-Orléans.

Président, GEN. J. B. HOOD.
Premier Vice Président, L. F. GENERES.
Second Vice Président, H. W. OGDEN.
Avocat, R. L. GIB